

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

In: Revue française de science politique, 35e année, n°3, 1985. pp. 374-401.

Abstract

Since Mao's death, the communist regime has been forced to recognize the otherness of the social component and to allow society reoccupy part of the previously neutralized space. An analysis of the 1958-1962 rural riots indicates that the peasant community had never broken totally with communist power. In the countryside, totalitarian innovation was more limited than often believed. The struggle between the authorities and rural society had never ceased. The balance of power then changea in favor of the village community as a whole, enabling the « Old man » to reappear in the open, but changed by the passage of time. The regime's policy of modernization is exposing him to new and serions dangers.

Résumé

Depuis la mort de Mao, le régime communiste a été contraint de reconnaître l'altérité du social et de laisser la société réoccuper une partie de l'espace qu'il avait précédemment neutralisé. L'analyse d'émeutes rurales dans les années 1958-1962 indique que la collectivité paysanne n'avait jamais rompu tous les ponts avec le pouvoir communiste. Dans les campagnes, l'innovation totalitaire a été plus réduite qu'on ne le croit souvent. Le corps à corps entre le pouvoir et la société rurale n'a jamais cessé. C'est le rapport de forces qui a évolué au profit de la collectivité villageoise, permettant au « Vieil homme » de réapparaître au grand jour. Mais ce dernier a été modifié par le temps, et la politique de modernisation du régime l'expose à de nouveaux et graves dangers.

Citer ce document / Cite this document :

Domenach Jean-Luc. Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme. In: Revue française de science politique, 35e année, n°3, 1985. pp. 374-401.

doi : 10.3406/rfsp.1985.411323

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1985_num_35_3_411323

CHINE

LA VICTOIRE AMBIGUË DU VIEIL HOMME

JEAN-LUC DOMENACH

PENDANT longtemps, la recherche sur le régime communiste chinois a négligé l'étude des rapports entre le pouvoir et la population. Cette négligence était surtout méthodologique. Elle désignait moins la nature des données prises en compte que le point de vue qui les informait. La plupart des spécialistes nuançaient ou même inversaient les signaux de la carte totalitaire mais sans en remettre en cause le dessin général. Sous la propagande, ils découvriraient les succès et les échecs d'une politique de domination. Mais ils ne s'occupaient pas de mettre au jour le vécu des dominés ni surtout ce qu'il faut bien appeler la contribution populaire à l'histoire totalitaire : dans leurs travaux, l'acteur social demeurait englobé, de gré ou de force, comme possédé par le pouvoir.

Cette défaillance s'explique d'abord, évidemment, par l'insuffisance des informations disponibles, encore que celles-ci n'aient jamais totalement fait défaut¹. Mais la recherche était surtout freinée par de considérables difficultés intellectuelles. On manquait de points de comparaison avec l'Union Soviétique, dont l'histoire sociale demeure mal connue. De plus, les oscillations du régime chinois entre les modèles mettant en œuvre les mêmes mécanismes de façon très

1. Nous nous efforçons de démontrer ce point dans notre étude « La Chine est-elle totalitaire ? », à paraître en 1985 dans le *Traité de science politique*, édité par Madeleine Grawitz et Jean Leca (Paris, PUF).

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

différente gênaient la réflexion : quoi de commun entre le délire utopique de Mao Tsé-tung et l'articulation organisée des grands monopoles totalitaires par ses collègues « révisionnistes » ? Enfin et peut-être surtout, on manquait de l'audace et des moyens conceptuels nécessaires pour entreprendre une histoire située dans des sites improbables.

Le retour du social

Pour que cette situation commence à se modifier, il aura fallu qu'à partir des années soixante les spécialistes subissent un certain nombre de chocs. Alors qu'une pléiade d'écrivains soviétiques mettaient au jour le vécu du communisme, l'épanouissement de la « nouvelle histoire » interdisait en France d'ignorer les phénomènes de mentalité et de culture politique. En Chine même, surtout, le voile se déchirait après la mort de Mao Tsé-tung (1976). Il est aujourd'hui hors de doute que le régime communiste chinois a pour l'essentiel rompu avec l'héritage du maoïsme. Son évolution peut être résumée de la façon suivante : le dispositif structurel du régime a été ramené à sa définition « classique » ou « péri-soviétique » des années cinquante. Le monopole de l'idéologie est nuancé par la reconnaissance d'une affiliation à un courant universel ainsi que du rôle de la science. Le monopole du parti laisse à l'administration et à la couche technique une large autonomie pratique. Enfin, l'exercice des monopoles de la violence, de la propagande et de l'organisation économique possède une limite claire : celle que produit la volonté de construire. Or, et c'est le point fondamental, la nature de l'édifice que l'on bâtit a changé. Dans les années cinquante, c'était le monument composite du socialisme et de l'industrialisation. Aujourd'hui, c'est le développement économique seul. L'unique priorité qui concurrence encore la modernisation est la préservation du régime. Du coup, ses rapports avec la population se trouvent, pour un temps au moins, modifiés. C'est le pouvoir lui-même qui, pour augmenter son efficacité, décide de limiter l'exercice concret de ses monopoles. L'idéologie se réduit – se recroqueville presque – au seul domaine politique. Le parti se contente d'assurer une direction globale : la violence n'est plus tant exercée pour épurer que pour faire peur. La propagande devient stimulation économique. Mais l'économie elle-même se trouve, suivant les cas, partiellement ou totalement abandonnée à des acteurs non étatiques.

Cette évolution politique n'est pas d'abord dictée par une intention réformiste, mais par une constatation réaliste : les erreurs maoïstes ont transformé l'inévitable autonomie du réel en une différence dont le pouvoir doit aujourd'hui s'accommoder pour survivre. Le réel, c'est d'abord une économie dont les progrès, de 1957 à 1978, avaient à peine dépassé 5 % en rythme annuel alors même que la population croissait à un rythme de 2 %¹. Mais le retard de l'économie s'explique lui-même largement par une deuxième altérité : celle de la société. Dominée et collectivisée, la population avait cessé de s'investir dans la production. En même temps qu'il ajustait sa stratégie économique, le régime chinois a donc accordé des satisfactions décisives au corps social : il a élevé le revenu moyen de 6,7 % par an en moyenne depuis 1978² et abandonné à l'initiative privée des pans entiers de l'économie. Depuis 1982 surtout, les communes populaires sont remplacées par des exploitations familiales. En octobre 1984, le comité central a décidé de porter le fer dans l'économie urbaine : suivant toute probabilité, le pouvoir va découper en son sein des secteurs politiquement secondaires mais suffisamment incitatifs pour les abandonner à l'initiative privée ou à l'économie mixte³. Bref, après avoir tenté de nier l'autonomie du social, le régime communiste se trouve aujourd'hui contraint de reconnaître sa différence pour en faire un facteur de développement.

Cette évolution suscite évidemment de graves inquiétudes pour l'avenir. Mais la nature et l'ampleur de ces inquiétudes dépendent largement de l'appréciation du rapport des forces entre le pouvoir, dont le réalisme froid est patent, et l'acteur social. Pour évaluer ce rapport des forces, une question s'impose : d'où vient cet acteur social ? A-t-il été engendré, comme en parthénogénèse, par un pouvoir contraint de se découvrir de nouveaux moyens ? Ou celui-ci s'est-il au contraire résigné à donner un statut à la fois cognitif et politique à une réalité sociale qu'il n'avait pu dévorer ou assimiler ?

Ce questionnement n'est pas artificiel. En Chine plus qu'ailleurs, l'extraordinaire puissance des monopoles totalitaires interdit tout romantisme de la société civile. Le pouvoir communiste a montré une remarquable efficacité destructive. Au début des années cinquante,

1. Yeh (K.C.), « Macroeconomic changes in the Chinese economy during the readjustment », *China Quarterly*, décembre 1984, p. 691-717.

2. Lardy (Nicholas R.), « Consumption and living standard in China », *China Quarterly*, décembre 1984, p. 849-865.

3. Sur ce point, voir l'analyse de Yves Chevrier dans son article « Les réformes en Chine ou la stratégie du contournement », *Politique étrangère*, 1, 1985, p. 119-138.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

les élites sociales et politiques du Guomindang ont été physiquement anéanties par une terrible répression. Son efficacité constructive s'est ensuite développée à l'échelle du pays tout entier. Elle est certes beaucoup plus manifeste dans le domaine strictement politique que dans le domaine économique, même s'il est souvent difficile de démêler les objectifs de contrôle et d'industrialisation. Le régime s'est d'abord donné une profondeur sociale, une intensivité et une capacité de mobilisation dont aucune dynastie impériale n'avait jamais disposé : au plan proprement politique, l'innovation totalitaire est indiscutable.

Dans les années soixante-dix, l'observation du paysage chinois prouvait que cette innovation s'est étendue au champ social d'une façon massive mais ambiguë. Les campagnes en portent aujourd'hui encore les cicatrices. De nombreux temples, souvent la quasi-totalité des constructions anciennes, parfois des villages entiers ont été abattus. Le paysage agricole a été rationalisé et comme déblayé par les grands travaux hydrauliques. Les voies de communication ont ouvert l'espace au contrôle. Dans les villes anciennes, la surimposition du nouveau est encore plus manifeste : elles ont été le plus souvent privées de leur centre et de leurs murailles – de leur définition – traditionnels. Elles sont découpées par de grandes avenues rectilignes qui identifient le vainqueur : Avenue du peuple, Avenue de la libération, Avenue Sun Yat-sen. Ces avenues convergent, non loin du comité du parti, sur des places totalement neuves, souvent immenses et vides, et vers des carrefours entourés de bâtiments utilitaires : poste, grands magasins, banque de Chine, librairie Chine Nouvelle. Dans la périphérie, le régime a établi ses « donjons industriels » (Yves Chevrier), et il les a entourés de quartiers neufs constitués par des barres d'immeubles. Ces « villages nouveaux » de l'industrialisation constituent souvent des villes à part entière.

Le résultat de cet effort doit cependant être apprécié de façon nuancée. La destruction a été plus efficace que la construction. La plupart des symboles du passé ont été détruits : temples, petits autels, locaux associatifs, petites venelles, forêts de pancartes. La population ne peut plus se retrancher derrière ses symboles identitaires. L'espace social est ouvert à la circulation, aux patrouilles et aux mégaphones du pouvoir. L'espace ancien était rempli, presque proliférant. Le nouveau est souvent caractérisé par la nudité et le vide. Mais c'est aussi que l'effort de recomposition symbolique a été moins réussi. Le régime communiste a beaucoup détruit, moins construit (la crise du logement est, plus qu'ailleurs, dramatique), et

ses constructions ne parviennent pas à habiller l'espace. Insuffisance de moyens ? Sans doute. Mais c'est avant tout le sens qui fait défaut. L'architecture chinoise s'est successivement inspirée puis éloignée du modèle soviétique sans jamais parvenir à se donner une direction originale. Le régime a construit au total peu de monuments. La plupart défigurent les sites plus qu'ils ne les organisent : que l'on pense au fameux mausolée de Mao, planté au beau milieu de la place Tian An Men, dont le maintien, après la construction, est aujourd'hui l'objet d'un débat feutré et significatif. Mais la majeure partie de l'espace a été simplement fonctionnalisée, c'est-à-dire symboliquement neutralisée. Seules échappent à cet arasement des marges que le régime protège consciemment – villes et monuments touristiques – ou qu'il n'a pas eu la force d'atteindre – hameaux éloignés, régions de minorités nationales.

Il serait facile de montrer que ce couple dé-symbolisation/neutralisation caractérise également l'action du pouvoir communiste dans la plupart des domaines. Le PCC a arasé les pôles de diversité qui pré-existaient. Mais ses efforts pour réaliser une polarisation nouvelle ont produit un résultat ambigu : ils occupent l'espace sans l'animer. Le parti est au pouvoir, et pourtant il est quasi impossible de rencontrer un communiste convaincu. La littérature officielle remplit les rayons des librairies, mais on ne connaît pas une œuvre originale. La démonstration pourrait être aisément poursuivie. Là où il règne sans partage, le pouvoir a tué l'autonomie. Son action n'a rencontré (et parfois créé) que des marges incapables de diffuser en son sein. La protestation politique des années 1978-1979, par exemple, a été écrasée sans coup férir – c'est-à-dire sans bain de sang – parce qu'elle était idéologiquement confuse, socialement marginale et politiquement contrôlée¹. Mais cette destruction s'essoufle d'elle-même, puisqu'elle est incapable de porter un sens convaincant : pour avoir tué la dissidence, le régime a répandu le désarroi, le cynisme et l'escapisme individuel.

Et pourtant, il faut se rendre à l'évidence : quoique privée de ses symboles identitaires et du droit à la parole, la société chinoise est parvenue à s'adresser au pouvoir et à lui faire entendre un message de refus de plus en plus net. Dans l'état actuel de la recherche, et au risque de simplifier, l'histoire des rapports entre le

1. Padoul (Gilbert), « A propos de la contestation », *Projet*, février 1979, p. 159-169. Le meilleur ouvrage documentaire disponible sur cette protestation politique est *Le printemps de Pékin* de Victor Sidane, Paris, Gallimard, 1980 (coll. « Archives »).

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

pouvoir communiste et la population peut être décomposée en quatre étapes. Entre 1949 et 1955, le nouveau régime a su imposer son pouvoir, non seulement par la répression, mais par les bienfaits concrets qu'il apportait : retour à l'ordre, augmentation de la production alimentaire, industrialisation ; au reste, la répression était concentrée sur les « ennemis du peuple », c'est-à-dire sa périphérie politique, sociale et culturelle. Dans une deuxième phase, au contraire, à partir de 1955, les échecs de plus en plus catastrophiques des campagnes de mobilisation productive dans lesquelles la population était embrigadée ont engendré un mécontentement croissant. A partir de 1966, le déplacement de l'utopisme officiel de la construction économique au champ politique – la volonté de communiser les hommes et les institutions – a transformé cette réaction en un désarroi idéologique massif accompagné de mouvements d'opposition sectoriels. Si bien – c'est là un point essentiel – que la démaoïsation opérée d'en haut à partir de 1976 a été non seulement soutenue par la population dans son ensemble mais précipitée par l'intervention active de ses segments urbains¹. Par la suite, le rythme et la nature des réformes entreprises ont été très influencés par la poussée sociale qui s'opérait en même temps. Si, par exemple, Deng Xiaoping a complètement décollectivisé les campagnes, ce n'est pas seulement parce que cette mesure apparaissait économiquement nécessaire et politiquement inoffensive : c'est aussi, c'est peut-être surtout parce que l'intensité de la poussée rurale a rendu intenable les mesures transitoires qui ont été successivement essayées. La dernière de ces mesures était l'obligation faite aux paysans de livrer à l'Etat un quota de production. Dès le mois d'octobre 1984, cette obligation n'était plus respectée dans les provinces de Chine de l'Est et du Sud² : au lieu de déclencher comme autrefois une violente campagne répressive, les autorités ont préféré prendre acte de l'indiscipline paysanne et supprimer une mesure que l'abondance de la récolte rendait d'ailleurs moins nécessaire. En fait, depuis 1978, le régime réforme moins qu'il ne manœuvre en retraite, abandonnant une à une des positions jugées dangereuses pour lui, pour se réfugier dans ses « bastions » industriels et administratifs du monde urbain.

Le résultat de cette évolution est que l'espace rural abandonné par le pouvoir est peu à peu réoccupé par l'activité et les symboles

1. Nous nous sommes efforcé de démontrer ce point dans « La Chine populaire ou les aléas du totalitarisme », in Hermet (Guy), Hassner (Pierre), Rupnik (Jacques), *Totalitarismes*, Paris, Economica, 1985, p. 180-184.

2. Mission en Chine, octobre 1984.

populaires. Les vastes champs collectifs laissent place à une marquerie de lopins familiaux qui reflète la diversité des calculs commerciaux. La route redevient lieu de commerce, et de vie. Les logements nouveaux se multiplient anarchiquement. Les symboles culturels réapparaissent : temples bouddhistes, gigantesques tombes (parfois chrétiennes) adossées au flanc des collines. Les familles s'efforcent par mille moyens de moins en moins discrets d'identifier le champ dont l'exploitation leur a été confiée. Des coutumes combattues durant trois décennies reparaissent au grand jour. On ne cache plus, par exemple, que le mariage est l'occasion d'un transfert monétaire et d'une cérémonie, qui traduisent la prédominance récurrente des considérations familiales et matérielles sur l'idéal officiel comme sur les aspirations individuelles¹. Enfin, le monde urbain commence à se modifier. Il se dégrade : à l'heure de la décollectivisation et de l'intéressement matériel, les services publics s'effritent spontanément. Mais, dans les interstices des bâtiments publics, les marchés libres et les petites boutiques privées se multiplient. Les forteresses du pouvoir sont à leur tour atteintes. Pendant que les faux prophètes courent la campagne et que la foule urbaine se passionne pour les horoscopes, les fonctionnaires de la recherche dissertent gravement sur les différences entre religion et superstition. Sous le manteau pudique des « Quatre modernisations », une culture technicienne prolifère et se pluralise ; les sciences humaines se cherchent un statut et le romanesque à l'eau de rose rejoint les illustres modèles taïwanais. Le parti n'abandonne rien de son monopole politique, mais sa composition se diversifie et son fonctionnement s'assouplit². Et il se trouve, à l'imprimerie du *Quotidien du peuple*, un typographe pour oublier d'insérer l'adjectif « tous » dans une phrase déjà significative : « Nous ne pouvons dépendre des œuvres de Marx et Lénine pour résoudre *tous* nos problèmes modernes »³. La négligence, en l'occurrence, serait plus significative que le mauvais esprit ...

Il est temps, maintenant, de questionner cette poussée sociale. Assiste-t-on, suivant le mot de Marie-Claire Bergère, au « retour du

1. Voir Hua (Chang-Ming) et Domenach (Jean-Luc), *Le mariage dans la Chine post-maoïste* (titre provisoire), à paraître en 1985.

2. Cabestan (Jean-Pierre), « L'évolution des modes d'accèsion à la fonction de ministre et de directeur de bureau de l'administration centrale de l'Etat en République populaire de Chine de 1965 à 1983 », 158 p., étude non publiée.

3. *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), 7 décembre 1984.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

Vieil homme »¹ ? Par quelles voies s'opère donc ce phénomène de physique politique ? Comment ont évolué les rapports entre la société que l'on dit « civile » et le pouvoir que l'on dit « politique » ? Faut-il les penser en termes de distinction ou d'attachement ? Ces questions sont aussi importantes, pour penser la figure actuelle du régime chinois, que l'évaluation des transformations internes du pouvoir.

Il est indispensable d'y répondre par un examen de superficie qui enregistre et décrit les manifestations visibles de cette poussée sociale. Parmi celles-ci, cependant, beaucoup demeurent ambiguës et mal dessinées. C'est pourquoi une deuxième méthode est nécessaire, qui consiste à remonter en arrière pour suivre le cheminement de l'« homme » que le régime vient de reconnaître. Il s'agit de repérer où il se cachait et comment il se défendait quand le régime le voulait « nouveau », c'est-à-dire assimilé à ses propres intentions.

Les troubles ruraux des années 1958-1962

Tentons une expérience précise. A cette fin, utilisons l'une de ces « fuites » peu nombreuses qui ont toujours défié les efforts de contrôle de l'information. De passage à Hong-Kong, en effet, nous avons pu prendre connaissance de 34 interviews de réfugiés chinois sur les troubles ruraux causés par l'échec du Grand Bond en avant. Ces interviews ne constituent pas une « fuite » de grande importance. En effet, elles sont généralement brèves. D'autre part, nous ne pouvons garantir complètement et personnellement la précision et l'exactitude des interviews auxquelles nous n'avons pas assisté. A l'évidence, il ne s'agit pas de matériaux aussi sûrs et aussi représentatifs que les documents d'archives communistes saisies par les rebelles tibétains et par des commandos nationalistes².

Posons tout d'abord le décor historique en rappelant une série de faits bruts. L'intense campagne de mobilisation productive déclenchée dans toute la Chine à partir de l'hiver 1957-1958 entraîne initialement une légère hausse de la production céréalière : celle-ci serait peut-être passée de 185 millions de tonnes en 1957 à 200 millions de tonnes en 1958. Dès l'année suivante, cependant, la

1. Bergère (Marie-Claire), « Le retour du Vieil homme », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, janvier 1984, p. 31-41.

2. Cheng (James C.), *The politics of the Chinese Red Army*, Stanford, Stanford University Press, 1966 ; Chen (C.S.), Ridley (Charles P.), *Rural people's commune in Lienchiang*, Stanford, Hoover Institution Press, 1969.

production s'effondre pour tomber à 143 millions de tonnes en 1960. Elle ne remontera que très lentement dans la suite (peut-être 160 millions de tonnes en 1961 et 170 millions de tonnes en 1962) pour ne dépasser qu'en 1965 le niveau atteint en 1957¹. Aucune province n'est épargnée par la catastrophe. Les plus atteintes semblent cependant avoir été celles de Chine du Nord, qui ont été ravagées par une épouvantable sécheresse : Anhui, Shandong, Hebei et Henan. Cette dernière province, par exemple, ne retrouvera qu'en 1968-1969 le niveau de production de 1957².

Empêtré dans ses disputes internes, le pouvoir central tarde à reconnaître l'ampleur de la catastrophe³. Il attend la fin de 1960 pour l'admettre officieusement, et le début de 1961 pour en tirer des conclusions politiques : en janvier 1961, la neuvième session du huitième comité central décide de donner la priorité à l'agriculture, de déconcentrer les communes populaires et de développer les lopins privés et les marchés ruraux. Par la suite, ces mesures sont accentuées. L'équipe de production (qui comprend seulement quelques dizaines de foyers) devient l'unité de compte des communes populaires. En fait, des systèmes de forfaits de production au niveau des familles sont mis en place sur 20 % de la surface cultivée. En septembre 1962, une fois engrangée la récolte, Mao Tsé-tung prendra prétexte des excès enregistrés ici et là pour appeler la dixième session du comité central à « ne pas oublier la lutte des classes » et à lancer un « mouvement d'éducation socialiste ». Mais le PCC se contentera d'éliminer ces excès sans relancer la collectivisation.

La chute brutale d'une production alimentaire tout juste suffisante pour nourrir une population en augmentation moyenne de 2 % par an explique la gravité des conséquences alimentaires du Grand Bond. Dès 1960, les rations sont réduites dans les villes et – pour ne prendre qu'un exemple – les lycéens et les ouvriers reçoivent des décoctions de feuilles d'arbre ou des ersatz alimentaires. Simple « pénurie » ? Mao Tsé-tung s'en tient à cette expression lorsqu'il

1. Aubert (Claude), « L'économie chinoise et le modèle soviétique », *Politique étrangère*, 1, 1983, p. 60 ; Guillermaiz (Jacques), *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, Paris, Payot, 1979, p. 288.

2. Domenach (Jean-Luc), *Aux origines du Grand Bond en avant, le cas d'une province chinoise, 1956-1958*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, p. 154.

3. MacFarquhar (Roderick), *The origins of the Cultural Revolution*, 2, *The Great Leap forward, 1958-1960*, Oxford, Oxford University Press, 1983.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

reçoit, en janvier 1961, un visiteur français : François Mitterrand¹. En fait, dans de nombreuses zones rurales, c'est déjà la famine. De cette famine, nous ne connaissons que les résultats globaux (au moins 15 millions de morts, et un déficit démographique équivalent), les conséquences parfois durables (le Sichuan, par exemple, ne s'est pas vraiment relevé avant les années 1978-1979) et certains épisodes locaux dramatiques : districts ravagés par les désastres naturels, villages entiers vidés par la mort, cadavres alignés le long des voies ferrées, scènes d'anthropophagie – l'horreur².

Le Grand Bond en avant ne constitue certes pas la première secousse subie par la société rurale chinoise depuis 1949 : le pouvoir n'a cessé d'utiliser la menace et la force pour imposer la socialisation des campagnes. Son échec n'est pas non plus la première crise agricole : en bien des endroits, le mouvement des coopératives de 1955-1956 avait provoqué une baisse de la production et des difficultés alimentaires temporaires³. Mais c'est la première catastrophe à la fois durable et généralisée subie par la paysannerie chinoise. Le Guangdong, par exemple, figurait parmi les provinces les moins atteintes. La proximité de Hong-Kong, les secours envoyés par les Chinois d'outre-mer et une reprise agricole assez rapide ont permis de soulager sa population. Et pourtant, il a également connu la famine.

Cette catastrophe, personne ne peut, en Chine, l'attribuer aux seules calamités naturelles : chacun a vu que les objectifs de production délirants avaient été imposés par les plus hauts dirigeants comme le moyen d'un passage rapide à l'abondance communiste ; que les cadres locaux les avaient acceptés avec un « enthousiasme » de commande pour les faire appliquer avec dureté ; et donc, que

1. *L'Express*, 23 janvier 1961, cité par Jacques Guillermez, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, op. cit., p. 287.

2. Voir notamment Jean-Luc Domenach, *Aux origines du Grand Bond en avant*, op. cit., p. 154 ; Holzman (Marie), *Avec les Chinois*, Paris, Flammarion, 1981, p. 152 ; Sidane (Victor), Zafanelli (Wojtek), *Procès politiques à Pékin*, Paris, Maspero, 1981, p. 76-78. De nombreuses sources orales confirment l'ampleur de la famine. En 1960, sur la plus grande ligne de chemin de fer chinoise, la ligne Pékin-Canton, on ne trouvait de nourriture dans aucune gare, sauf au Hunan. Dans ses mémoires, Duan Kewen, un ancien haut fonctionnaire nationaliste détenu au Centre pour criminels de guerre de Wushun rapporte avoir ouï dire que 160 000 personnes seraient mortes de faim en 1961 dans la seule ville de Changchun, capitale du Jilin (Duan Kewen, *Zhanfan Zishu*, Les mémoires d'un criminel de guerre, Taipei, Shijie ribao she, Presses du Monde quotidien, 1980, tome 2, p. 44).

3. Jean-Luc Domenach, *Aux origines du Grand Bond en avant*, op. cit., p. 49-53.

l'appareil communiste tout entier, du haut en bas, était responsable du bureaucratisme, de l'incompétence et du désordre, qui rendaient inutile le travail des hommes. Bref, la catastrophe agricole du Grand Bond en avant compromet à la fois les objectifs généraux du communisme, ses hérauts attitrés et son petit personnel : le régime communiste dans son ensemble.

Il est significatif que la plupart des études sur l'histoire politique chinoise, même lorsqu'elles en fournissent une interprétation lucide, évoquent rapidement les réactions paysannes à l'échec du Grand Bond en avant¹. La remarquable synthèse d'Ezra Vogel sur l'histoire de Guandong depuis 1949 est pratiquement muette sur la question². Manque de sources, ou manque d'attention ? En tout cas, les trente-quatre récits dont nous disposons décrivent des incidents graves.

Avant de les analyser, il convient de définir la répartition géographique et chronologique des événements qu'ils rapportent. Vingt-deux récits décrivent des faits survenus au Guandong, sept autres des événements qui se sont déroulés dans d'autres provinces de Chine du Sud (Hunan, Guangxi, Fujian, Jiangxi), les derniers des faits enregistrés au Heilongjiang et au Qinghai. Ce partage reflète assez typiquement la distribution géographique des informations disponibles à Hong-Kong. La proximité du Guangdong et le plus grand nombre de Chinois d'outre-mer vivant en Chine méridionale expliquent cette inégalité au détriment de la Chine du Nord³. L'inégalité régionale des informations n'est que partiellement dommageable à la crédibilité de nos sources, puisque les provinces représentées dans notre échantillon ne figurent pas parmi les plus atteintes par la catastrophe. Par ailleurs, nous devons reconnaître notre incapacité à pousser l'analyse plus avant en ce qui concerne la localisation des incidents à l'intérieur des provinces considérées. En effet, les indications géographiques et toponymiques fournies par nos récits sont

1. Citons tout de même un passage rapide mais bien venu de Jacques Guillermaz : « Le mécontentement paysan ne s'exprimera pas en soulèvements massifs mal concevables dans un pays puissamment encadré et solidement tenu, encore que désordres et assassinats de petits responsables n'aient pas été rares, mais par des conduites apathiques et des fausses obéissances plus proches du tempérament national que la franche violence » (*Le Parti communiste chinois au pouvoir, op. cit.*, p. 292).

2. Vogel (Ezra), *Canton under communism*, Cambridge, Harvard University Press, 1969.

3. La seule particularité de nos interviews est, de ce point de vue, qu'elles ne comprennent pas des récits sur d'autres provinces méridionales comme le Jiangsu, le Zhejiang ou le Yunnan, sur lesquelles la presse de Hong-Kong publie assez souvent des témoignages.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

souvent floues ou générales, et, de toute façon, nous manquons d'informations sur la situation politique et économique de chaque localité. Il est, par exemple, difficile de localiser les incidents par rapport aux centres locaux du pouvoir ou à ses lignes de communication. Nous possédons, dans sept cas, la mention précise de l'éloignement (zone de montagne, de forêt, de minorités nationales, trois fois situées sur l'île de Hainan). D'autre part, nous connaissons trois incidents survenus dans les banlieues et sept autres près de lignes de communication ou s'étendant au chef-lieu de district. Mais cette dernière localisation peut s'expliquer tout aussi bien par les déplacements de la colère paysanne.

La répartition chronologique des troubles paraît plus intéressante. Six ont lieu dans l'automne 1958, deux en 1959, deux en 1960, seize en 1961 et huit en 1962. Il n'est pas possible de découvrir une corrélation significative entre cette distribution et le degré de violence ou même la nature des troubles : peut-être parce que notre échantillon est trop restreint. En 1958, 1961 et 1962, la proportion d'incidents légers et graves ne varie guère. Ce qui pose problème, c'est l'évolution du nombre des troubles répertoriés. Certes, on ne peut pas exclure que le hasard des interviews ait joué. D'autre part, le déclin du nombre des troubles relatés de 1961 à 1962 s'explique sans doute par le redressement de la situation agricole, mais aussi par l'augmentation des départs vers Hong-Kong en 1961 : ils ont provoqué une fuite en masse au printemps 1962 et conduit les autorités britanniques de la colonie à renforcer par la suite leurs contrôles frontaliers, ce qui a provisoirement diminué le flot des réfugiés, et donc des informations¹.

En tout cas, deux remarques s'imposent. La première est que les premiers troubles sont mentionnés dans l'automne 1958. La cause que leur attribuent les informateurs est la famine. Dans trois cas, ils ont également pour cause secondaire la recrudescence de la tension entre la Chine populaire et le régime nationaliste de Taïwan : combats aériens, lâchers de tracts, psychose du retour des nationalistes. Mais dans cinq cas sur six, ces incidents de l'automne 1958 donnent lieu à des pillages de greniers à grains et à des bagarres, parfois mortelles, entre paysans et cadres locaux. Ces exemples, bien peu nombreux certes, donnent à penser que dans cette période encore « emphatique » du Grand Bond en avant, où la presse

1. Ezra Vogel, *Canton under communism*, op. cit., p. 292-296.

officielle promettait l'abondance pour le lendemain et où certaines communes populaires pratiquaient des méthodes de rémunération partiellement communistes, la famine était déjà arrivée, ou prévisible, dans certains endroits au moins, et que la collectivité paysanne désignait clairement ses responsables : voilà qui conduit à mettre en doute l'image parfois présentée d'une paysannerie versant tout entière dans l'utopie en 1958¹.

D'autre part, il faut remarquer le faible nombre des incidents mentionnés dans les années où la catastrophe se déploie – 1959 et 1960 – et leur recrudescence dès lors qu'elle commence à se dissiper et que la politique officielle s'assouplit. Si l'on admet cette répartition comme représentative, deux variables apparaissent comme déterminantes : l'affaiblissement physiologique et l'intensité du contrôle politique. La colère paysanne se manifeste plus ouvertement quand la situation alimentaire s'améliore et quand l'autorité politique s'assouplit.

Venons-en maintenant aux troubles eux-mêmes. Dans la moitié des cas, leur cause n'est pas explicitement mentionnée par nos sources. Dans d'autres cas, leur origine immédiate est liée à des circonstances locales : dans deux cas, une épidémie² ; dans un cas, une vague de froid qui fait ressentir le manque de vêtements chauds ; dans deux cas, des réquisitions de travailleurs excessives ; dans trois cas, des heurts entre paysans et cadres ; et, dans trois cas encore, la propagande du Guomindang. Cependant, la réalité qui englobe et qualifie ces circonstances est généralement la famine. L'insuffisance des rations alimentaires est dans six cas la cause immédiate et explicite des incidents. De plus, dès lors que la discipline est rompue, les paysans se dirigent le plus souvent là où se trouve la nourriture : dans vingt-quatre récits, ils pillent des greniers ou volent dans les champs ; dans trois autres récits, ils exigent de la nourriture de leurs dirigeants ; la question de l'alimentation n'est pas citée dans sept interviews seulement. Globalement, ce qui excite la colère paysanne, ce n'est pas d'abord l'autoritarisme des cadres ou la création des communes populaires mais la famine qui menace leur santé et leur survie.

En second lieu, ces incidents ne sont généralement pas de nature individuelle, mais collective. Les vols dans les champs des communes

1. Voir, par exemple, Alain Roux, *Le casse-tête chinois*, Paris, Les Editions sociales, 1980, qui écrit : « Un frisson millénariste secoue l'immense pays » (p. 222).

2. Ainsi, tous les habitants d'une commune populaire du district de Shunde (Guandong) sont atteints de béri-béri.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

voisines sont commis par des petits groupes familiaux dans quatre cas sur six – et c'est d'ailleurs collectivement que les villageois, avec l'aide de leur milice, se défendent contre ces vols en organisant des tours de garde. Bien plus fréquentes que ces vols en petits groupes sont les actions réalisées par des collectivités plus larges : pillages de greniers à grains (18 cas), départ au maquis (5 cas), attaques des administrations (4 cas), délégations à la ville (3 cas), grèves (3 cas) ou plus généralement phénomènes décrits comme des « émeutes » (4 cas)¹.

Cependant, les collectivités concernées semblent en général réduites. Pour sept chiffres cités, un seul dépasse le millier – en mai 1961 trois mille paysans marchent sur la ville de Zhangde, au Hunan, pour protester contre trois exécutions et vingt arrestations – et quatre vont de deux cents à trois cents. En fait, les collectivités soulevées paraissent tantôt limitées à quelques dizaines de paysans pillant un dépôt de grains, et tantôt à la population masculine ou adulte d'une brigade ou d'une commune populaire : au plus, donc, quelques milliers d'hommes. Dans un seul cas, il est dit vaguement que les troubles font tache d'huile. Même les quelques récits généraux réfèrent à une collection d'incidents causés par de petites collectivités. On a l'impression que la collectivité qui agit est parfois constituée par la parenté, le plus souvent par le voisinage. Un signe important du caractère villageois des incidents est l'attitude de la milice. Levée à partir de l'été 1958 lors du regain de la tension avec Taïwan, celle-ci est composée de paysans qui restent la plupart du temps attachés à la production. Or, pour un cas où la milice participe à la répression des troubles, on en note deux où elle se range aux côtés des paysans et quatre où elle les déclenche². De plus, dans un cas, le chef d'une brigade de production prend la tête des paysans en colère.

Pour caractériser la majeure partie des troubles, le terme d'émeutes paraît le plus approprié. En effet, les paysans se contentent rarement de voler dans les champs et de faire la grève³. Le plus

1. Le nombre des cas cités est ici plus grand que dans celui des récits dans lesquels ils prennent place : certains récits relatent plusieurs cas.

2. Sur ce point, voir James C. Cheng, *The politics of the Chinese Red Army*, *op. cit.*, qui présente plusieurs cas où les milices rurales conduisent des troubles ou versent dans le banditisme. Une interview que nous avons réalisée par ailleurs indique qu'en mai 1962, en gare d'Amoy, des milices se sont révoltées pour protester contre l'infériorité de leur traitement par rapport à celui dont bénéficiait l'armée régulière.

3. Ne nous laissons pas tromper, cependant : ces réactions ne sont minoritaires que dans nos interviews. Elles semblent, au contraire, avoir été dans l'ensemble du pays les plus fréquentes. Dans l'ouvrage que nous avons cité plus haut à la note 2,

souvent, ils se soulèvent, c'est-à-dire qu'ils vont exprimer leur colère hors des limites autorisées : d'ordinaire jusqu'aux greniers à grains, quelquefois jusqu'aux administrations et jusqu'à la ville proche. Ce soulèvement est violent : aux dix-huit cas de pillages de greniers ou de dépôts, il faut ajouter quatre attaques de bâtiments publics (avec une véritable prise de pouvoir momentanée dans une commune populaire), trois incendies de forêts, quatre sabotages de voies de communication, et un cas significatif de bris d'instruments aratoires (ceux-là mêmes que les paysans avaient dû livrer aux coopératives en 1955-1956 et leurs coopératives aux communes populaires en 1958). Enfin, dans huit cas, les violences visent individuellement des cadres locaux (parmi lesquels on relève des morts dans 5 cas). A une exception près, celle de la délégation en ville citée plus haut, la violence ne succède donc pas à la répression, elle la précède. Elle est le mode d'expression majoritaire du mécontentement – on ne connaît aucun cas où les institutions théoriquement représentatives des communes populaires ont été utilisées pour exprimer le mécontentement. On remarque également que, bien qu'elle s'enracine dans la communauté villageoise et bénéficie parfois du concours de la milice, la violence ne s'organise pas pour durer. Il faut imaginer des masses paysannes faméliques et déchaînées – penser, par exemple, à l'évocation par l'écrivain Liu Binyan de ces « paysans, serrant sur leur poitrine un morceau de nourriture séchée, (qui) parcouraient plus de cent lis à pied pour se plaindre au comité de district »¹. L'allusion à des « meneurs » est rare, et due aux responsables de la répression. Le pillage est désordonné, et la colère parfois aveugle : dans trois cas, les dépôts de grains sont brûlés.

Face à la colère populaire, l'attitude des autorités varie. Devant des incidents limités, elles temporisent. Elles demandent aux milices paysannes de ne pas faire feu contre les petits groupes de voleurs qui courent les champs. Un secrétaire de brigade interrompt une grève en promettant des rations plus élevées. Mais si la promesse est par trop vague, les paysans ne s'en satisfont pas. En février

p. 383, Duan Kewen rapporte qu'aux alentours de Wushun les récoltes sont surveillées par des gardes armés. Des vols sont également mentionnés dans la banlieue de Xinxiang, au Henan, dès le printemps 1958 (*Aux origines du Grand bond en avant*, op. cit., p. 155). Le paysage agricole témoigne aujourd'hui encore de la fréquence des vols puisque l'on peut souvent voir des tours de guet près des vergers. Les cas de grèves paraissent en revanche avoir été moins fréquents.

1. Cette citation est extraite de la nouvelle « Entre homme et démons », traduite dans Jean-Philippe Béja et Wojtek Zafanelli, *La face cachée de la Chine*, Paris, Editions Pierre-Emile, 1981, p. 213.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

1961, les responsables du district de Shunde, au Guandong, répondent à une délégation de paysans que leur revendication alimentaire sera satisfaite par l'amélioration de la prochaine récolte. Alors, l'escalade commence. Une grève est déclenchée, et réprimée par la milice. Les paysans manifestent devant l'administration de leur commune populaire et attaquent ses dépôts de grain. La troupe intervient et arrête deux cents personnes. En fait, dès lors que son autorité est directement atteinte, le pouvoir intervient avec violence. Onze récits font référence à une répression très dure conclue par des arrestations ou des morts (les deux à la fois dans quatre récits). L'instrument de la répression est désigné dans sept récits : c'est la milice dans un cas, l'armée régulière dans les six autres. Celle-ci n'hésite pas à tirer dans la foule des émeutiers. Ainsi, dans le district de Jieyang (Guandong), le 11 mars 1960, la troupe tend une embuscade à huit cents émeutiers et en tue quatre cents. Et lorsqu'en mai 1961 trois mille paysans marchent sur le bourg de Zhangde (Hunan), l'intervention de l'armée laisse trois cents d'entre eux pour morts. Dans les quatre autres récits, le chiffre des tués varie entre vingt et deux cents : compte tenu du nombre relativement faible des émeutiers, la répression est donc sanglante. Elle est d'ailleurs suivie dans deux de nos récits par des exécutions capitales (trois dans le seul cas précis).

Une fois réprimée, l'émeute s'apaise très vite. Cela est explicite dans deux cas, et implicite dans le plupart des autres, qui ne mentionnent pas la poursuite des troubles (sauf dans un cas, on l'a vu, où il faudra une deuxième intervention des forces armées). Ainsi s'explique en partie le nombre comparativement plus faible des arrestations qui suivent l'intervention de la force publique. Certes, nous ne possédons de chiffres que dans sept cas (et dans quatre cas seulement les chiffres des morts *et* des arrestations). Dans deux de ces derniers cas, le nombre des arrestations est inférieur à celui des morts. Dans les cinq autres cas, à deux exceptions près (une fois trois mille, et une fois mille arrestations), il paraît relativement faible : il va de sept à deux cents. Dans un cas au moins, on relâche rapidement tout le monde sauf quelques « meneurs ». Par ailleurs, nous disposons d'au moins une autre source suivant laquelle, le 14 avril 1962, un convoi de 1 400 détenus incarcérés pour pillages, sabotages et émeutes se trouvait en gare de Longyan, au Fujian, en transit vers des camps de réforme par le travail (*laogai*). D'après les rares informations disponibles, ces camps de travail forcé ainsi que les camps théoriquement moins durs de rééducation par le travail (*laojiao*) ont augmenté leur nombre et leur capacité d'accueil à la

suite des incidents causés par la catastrophe du Grand Bond en avant¹. Cette augmentation paraît cependant limitée. Le nombre des paysans incarcérés au début des années soixante est resté modéré relativement à l'importance de la population rurale, et probablement aussi au regard du nombre des coupables d'indiscipline et de troubles.

Une violence politique

Le seul élément vraiment nouveau – mais, hélas, trop peu détaillé qu'apportent ces sources est la violence émeutière. La presse officielle a décrit des indisciplines, mais a fait silence sur les émeutes populaires. Les documents internes cités plus haut n'y font que des allusions trop brèves². Nos interviews les précisent d'une façon assez substantielle pour corriger une idée reçue : à savoir que le paroxysme totalitaire interdit toute résistance violente. Elles nous montrent au contraire une violence surgissant, non pas sur les marges ethniques ou culturelles du régime, non pas dans ses arcanes secrètes, mais dans des provinces théoriquement bien contrôlées, parmi une paysannerie dont le régime avait fait son « peuple », et qu'il venait de communiser sans difficulté majeure.

Si nous examinons le contenu de cette violence, il faut cependant remarquer qu'elle ne s'étend guère dans le temps ou dans l'espace. Aucune de nos émeutes ne dure plus d'un mois. La plupart n'excèdent pas quelques jours ou même quelques heures. En général, elles se déroulent dans un village ou une commune populaire. Elles atteignent rarement le chef-lieu de district ou la ville voisine. Ce sont des troubles localisés. Ils ne dégénèrent pas en révoltes parce que la liaison n'est apparemment pas faite avec les localités voisines. La tentation est donc grande de les réduire à des feux de paille éteints

1. Voir, par exemple, Lai (Ying), *Les prisons de Mao*, Paris, Raoul Solar, 1970, p. 64, 72 et 104 ; Pasqualini (Jean), *Prisonnier de Mao*, Paris, Gallimard, 1973, p. 308-309 ; White (Martin K.), *Small groups and political rituals in China*, Berkeley, University of California Press, 1974, p. 195-196. Un ancien policier de la province méridionale du Fujian rapporte qu'en 1959 dans le district de Longxi (qui comportait plus de 200 000 habitants) 70 personnes étaient « punies » chaque mois par la Sécurité, dont la moitié pour vol (Yi (Jun), *Gongan shengya huiyilu*, Souvenirs d'un ancien de la Sécurité, Hong-Kong, Xingdao ribao she, 1966, p. 54).

2. Voir, plus haut, note 2, p. 381. Le silence de la presse possède une efficacité vérifiable : plus de quinze ans plus tard, les jeunes Cantonais interrogés par Jean-Jacques Michel, qui sont pourtant d'anciens Gardes rouges devenus des opposants au régime après avoir été exilés à la campagne, n'en ont pas connaissance (Michel (Jean-Jacques), Huang (He), *Avoir vingt ans en Chine ... à la campagne*, Paris, Le Seuil, 1978, p. 61).

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

aussitôt qu'allumés, dans lesquels la colère paysanne s'exprime et se consume à la fois.

Ces troubles possèdent même un versant quasi suicidaire : non seulement parce qu'ils aboutissent dans certains cas à la destruction du bien commun le plus précieux, le grain, mais aussi parce que la collectivité paysanne affronte la troupe qui, elle ne peut l'ignorer, n'hésite pas à tirer. Un cas de suicide est signalé. Une interview que nous avons pu effectuer par ailleurs rapporte que, dans une ferme de Chinois d'outre-mer du Guandong, qui comprenait 5 000 ouvriers, quatre à cinq suicides étaient enregistrés chaque mois, entre janvier 1960 et mai 1961¹. Le même désir d'échapper à une réalité tragique peut expliquer les espoirs fous qui parcourent cette paysannerie misérable. Elle recueille les tracts lâchés par l'aviation nationaliste dans l'automne 1958. Le bruit court également de l'arrivée salvatrice d'une « armée de Chinois d'outre-mer » – mais ce bruit n'est pas nouveau ; il circulait déjà au Henan en 1956-1957 – et un bruit analogue motivera l'évacuation de la capitale provinciale du Hunan en 1973². L'escapisme peut même prendre une forme politique. Nos récits – c'est une de leurs originalités – citent quatre cas de départ au maquis, dont trois après la répression de l'émeute par la troupe. Ces maquis sont isolés géographiquement – ils sont retranchés dans des zones peu habitées – socialement – ils abritent surtout des « meneurs » poursuivis par les autorités ainsi que des miliciens rebelles et des déserteurs de l'armée – et politiquement – nos sources n'établissent aucun lien entre leurs petits groupes et les organismes aux titres ronflants que les services secrets taiwanais s'efforcent de constituer à cette époque³.

Faut-il donc découvrir dans ces émeutes une paysannerie que la menace de mourir met littéralement hors d'elle-même ? Nous ne le pensons pas. Rappelons d'abord que, suivant toute vraisemblance, les émeutes qui nous sont révélées constituent une réponse très

1. Ces fermes de Chinois d'outre-mer, nombreuses en Chine du Sud, constituent cependant un cas particulier car elles abritent souvent d'anciens citadins que le régime s'efforce de reconvertir à l'agriculture.

2. *Aux origines du Grand Bond en avant*, op. cit., p. 67 ; Liang (Heng), *Son of the Revolution*, New York, Alfred Knopf, 1983, p. 42. Jean Pasqualini rapporte également qu'en juin 1962, à la prison de Liangxiang, près de Pékin, on redoutait une invasion nationaliste, (*Prisonnier de Mao*, op. cit., p. 351).

3. A noter, cependant, les rumeurs suivant lesquelles existaient en 1961, au Guandong, un « Détachement armé de jeunes Chinois d'outre-mer » qui avait des sections dans plusieurs districts. Le comité provincial aurait adopté en août 1961 une directive secrète dénonçant ses activités (notamment le pillage).

minoritaire au drame de la famine. Dans la plupart des cas, la paysannerie s'est contentée de réagir au désastre par une indiscipline généralisée. Si les émeutes avaient été très nombreuses, la presse officielle n'aurait pas pu éviter de les mentionner, et des témoignages les auraient déjà portées à la connaissance des spécialistes. En fait, la colère paysanne semble avoir été hors de proportion avec l'ampleur du drame subi. Il nous semble aussi que, toutes propositions gardées, la violence paysanne est de nature profondément politique. Il faut d'abord revenir au caractère étonnamment collectif de l'émeute. Aucune fuite massive, aucun abandon de village ne nous est signalé – le phénomène était fréquent avant 1949, nous l'avons encore repéré en 1956¹, et il s'est peut-être produit à la même époque dans d'autres régions. De plus, si le vol est répandu – on a l'impression, d'ailleurs, que tout le monde vole *et* se protège contre le vol –, aucun cas de banditisme organisé ne nous est signalé avant la répression des troubles. C'est la répression qui déclenche des départs au maquis – d'ailleurs peu nombreux. En d'autres termes, la collectivité ne se divise pas en face du pouvoir. En son sein, l'émeute est légitime. C'est ce qui explique les vacillations de la milice et rend nécessaire l'intervention de la troupe, qui n'a pas d'attaches locales.

En second lieu, la violence désigne à la fois le mal et ses causes. Le mal, c'est la faim, la maladie ou le froid. La cause, c'est le pouvoir. La colère ne dérive pas contre une catégorie de « profiteurs » – gardiens de greniers ou comptables, par exemple – comme elle pouvait dériver dans le passé contre les marchands de grains. Elle se dirige vers les réserves de céréales, qui sont pillées plus souvent qu'incendiées. Mais elle s'adresse aussi aux cadres, d'une façon qui est d'ailleurs moins uniment violente. Ceux-ci sont souvent battus ou chassés, parfois tués – notre impression est que les cadres de commune et de district, qui sont des fonctionnaires, sont plus visés par cette violence que les cadres de brigade, qui sont rémunérés comme des agriculteurs et qui d'ailleurs cherchent à plusieurs reprises à tempérer l'émeute.

Ce traitement violent vise cependant plus à faire connaître le drame rural qu'à le résoudre directement. On ne relève qu'une prise de pouvoir. Les trois cas de grèves ont une valeur revendicative. Les quatre exemples de sabotage visent sans doute aussi à faire

1. *Aux origines du Grand Bond en avant, op. cit.*, p. 52.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

connaître la colère paysanne. Dans cinq cas, la collectivité paysanne se déplace jusqu'au siège de la commune ou du district. Les interviews nous signalent également l'apparition de slogans sur les murs. Bref, il s'agit tout autant de parler au pouvoir que de le bousculer. Un dernier signe de mesure relative, d'autant plus remarquable, rappelons-le, que la mort rôde, est que l'émeute ne dégénère pas en révolte ou en massacre. Rien à voir, par exemple, avec les révoltes désespérées qui ont éclaté dans les camps soviétiques ou à Auschwitz¹. Pour cette paysannerie-là, même à ce moment-là, il reste encore un espoir ; le pouvoir demeure partiellement un recours.

C'est aussi que la paysannerie possède déjà une pratique des relations avec le pouvoir communiste. Elle sait d'expérience que, malgré sa violence, la réponse du pouvoir n'est pas non plus complètement aveugle. A la différence des cadres Khmers rouges qui tuent pour une absence au travail², l'encadrement villageois ne se comporte pas en ennemi automatique de la protestation populaire, bien que celle-ci prenne pour cible le pouvoir et parfois ses propres membres. Quelque-uns négocient avec la foule. D'autres prennent même son parti. Quant à la milice, elle penche du côté des émeutiers : c'est pourquoi, il faudra souvent faire intervenir la troupe. Ensuite, si la répression est violente dans un premier temps, elle s'apaise bientôt : peut-être parce que les cadres ne souhaitent pas s'aliéner définitivement la collectivité villageoise. Surtout – nos sources le taisent car le récit s'interrompt avec la fin des troubles –, la répression est suivie par la réforme. Il ne s'agit pas d'accommodements honteux accordés discrètement à certains villages. Les plus hautes instances du PCC assument la responsabilité d'un renversement complet de la politique agricole dans l'ensemble du pays tout en laissant aux autorités locales la possibilité d'en accentuer les dispositions. En d'autres termes, non seulement la répression n'écrase pas la collectivité villageoise, mais elle est suivie d'une réforme qui peut ou doit lui faire croire qu'elle a été entendue. Celle-ci, dès lors, s'apaise : les émeutes s'espacent en 1962, puis cessent. Entre la paysannerie et le pouvoir, donc, la scission n'a jamais été totale.

1. Langbein (Herman), *La résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes*, Paris, Fayard, 1981, p. 338-365. Parmi les nombreux récits de révoltes survenues dans les camps soviétiques, voir Soljenitsyne (Alexandre), *L'archipel du Goulag*, Paris, Le Seuil, 1976, tome 3, p. 234-269 et Conquest (Robert), *Kolyma, The Arctic death camps*, Oxford, Oxford University Press, 1979, p. 154-157.

2. Outre l'ouvrage classique de Pin Yathay (*L'utopie meurtrière*, Paris, R. Laffont, 1980), voir notamment l'admirable récit de Szymusiak (Molyda), *Les pierres crieront*, Paris, La Découverte, 1984.

Les limites de l'innovation totalitaire

Cette remarque appelle immédiatement des comparaisons avec le passé : après tout, les émeutes populaires sont un phénomène aussi ancien que la Chine elle-même, et le pouvoir communiste est en large part sorti de leur transfiguration et de leur manipulation par le PCC.

Malheureusement, aucune comparaison historique de cet ordre n'a été jusqu'à présent entreprise. Nous nous contenterons donc de quelques remarques inspirées par des recherches récentes sur les émeutes populaires dans la Chine pré-communiste¹. Ces recherches donnent à penser que les émeutes étaient plus fréquentes avant 1949. C'est que, depuis, le pays est mieux nourri, et surtout mieux contrôlé. Il l'est même à ce point que la responsabilité directe du pouvoir dans la catastrophe est plus manifeste : c'est pourquoi les émeutes des années 1958-1962 s'adressent plus directement au pouvoir – mais l'émeute n'était pas pour autant totalement dé-politisée auparavant : Pierre-Etienne Will mentionne des « slogans partageux » aux 18^e et 19^e siècles². Lucien Bianco insiste sur l'indétermination politique des émeutes paysannes dans la Chine des années trente, qui les rend vulnérables aux manipulations des élites locales et, parfois, des communistes³. Nos sources donnent l'impression, au contraire, d'une négation quelque peu plus explicite du pouvoir central à travers ses cadres et ses symboles. Mais ce changement est largement compensé par la plus grande capacité de répression du nouveau régime : celui-ci, en un mot, est plus présent et plus puissant. C'est pourquoi l'émeute a moins de chances encore de durer que dans les années trente.

Dans l'ensemble, cependant, les analogies sont étonnantes, parfois même stupéfiantes. Passons sur l'inégalité étrangement comparable des informations : dans les années trente, elles étaient également limitées, pour l'essentiel, aux provinces qui entouraient la métropole ouverte de Shanghai (aujourd'hui, Canton). On repérait déjà dans l'émeute la même dualité : pillage, mais également message adressé

1. Will (Pierre-Etienne), *Bureaucratie et famine en Chine au 18^e siècle*, La Haye, Paris, Mouton, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1980 ; R. Bin Wong, « Les émeutes de subsistances en Chine et en Europe occidentale », *Annales. Economies. Sciences. Sociétés*, mars-avril 1983, p. 234-258 ; Bianco (Lucien), « Peasant movement in early 20th century China », à paraître dans *The Cambridge History of China, Republican China*, volume 13, 2^e partie.

2. *Bureaucratie et famine en Chine au 18^e siècle*, *op. cit.*, p. 57 et suiv.

3. Lucien Bianco, « Peasant movement early 20th century China », art. cité.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

à l'autorité. Il arrivait aussi que des élites et des milices locales prennent le parti des paysans. L'émeute elle-même était violente, mais brève et localisée (moins, semble-t-il cependant, que dans la Chine communiste). La répression, également, était souvent sélective. Elle écrasait l'émeute en quelques jours. Certes, le pouvoir Guomindang n'avait pas les moyens – et souvent l'intention – de procéder aux réformes nécessaires, mais c'était traditionnellement le rôle de l'Empire¹.

Cette comparaison, hélas bien trop courte, suggère une hypothèse centrale pour notre propos : à la campagne, les rapports entre le pouvoir et la paysannerie n'auraient pas changé aussi rapidement ni aussi profondément après 1949 que l'organisation politique, économique et sociale². Le pouvoir, certes, possède des moyens beaucoup plus puissants qu'auparavant, puisque son appareil politique et policier pénètre le village, puisque la troupe peut le frapper très vite. Tout se passe, cependant, comme si le pouvoir ne les mettait pas complètement en œuvre. La mobilisation économique, certes, a été plus intense et plus durable durant le Grand Bond en avant qu'à aucune autre période de l'histoire de la Chine communiste : trois ans, c'est une éternité pour une population immédiatement plongée dans la famine. En elle-même, l'intention maoïste d'« ascensionner les cimes » de l'économie est un extraordinaire exemple d'utopie mise en application. Mais elle n'épuise pas la caractérisation du pouvoir communiste. Elle possède une limite que les Khmers rouges, par exemple, n'ont jamais respectée : la reconnaissance de la famine comme catastrophe qui justifie, à partir de 1961, une libéralisation décidée. De plus, la mobilisation idéologico-politique semble inférieure à la mobilisation économique : c'est d'ailleurs ce diagnostic qui engendrera les tentatives ultérieures de communisation idéologique de Mao Tsé-tung. La population rurale n'est, ni assez convaincue pour attendre patiemment des jours meilleurs, ni assez terrorisée pour craindre de s'exprimer. Il faut donc croire que le « travail idéologique » extraordinairement puissant du PCC a rencontré des obstacles considérables au village, et que la terreur policière s'y trouve limitée ou filtrée.

1. R. Bin Wong, « Les émeutes de subsistances... », art. cité, p. 239.

2. Nous devons beaucoup, pour l'élaboration de cette hypothèse, à des entretiens avec Claude Aubert et à ses travaux sur les problèmes ruraux en Chine, notamment, « Agriculture : la voie chinoise reste à trouver », in *Tiers Monde*, avril-juin 1981, p. 285-316.

En d'autres termes, l'innovation totalitaire paraît limitée aux deux bouts de l'échelle sociale. En plein paroxysme utopique, la direction demeure capable – avec un retard dramatique, certes – de reconnaître la divergence du réel et d'écouter la colère paysanne. Si elle écoute, c'est qu'elle reste liée à son « peuple » par une certaine solidarité. Aux échelons de base, d'autre part, la différenciation politique n'est pas complète entre les agents du pouvoir et la paysannerie. Il n'y a rupture totale, ni d'un côté, ni de l'autre. Il subsiste entre les cadres et la collectivité, un « entre-deux » discursif : on se parle, on se répond. C'est parce qu'il reste un lien politique entre le pouvoir et la paysannerie, aussi ténu, aussi menacé soit-il, que cette dernière juge à la fois moins coûteux physiquement et plus efficace de ne pas « passer au politique » organisationnellement et idéologiquement.

Après 1961, ces deux limites ne cesseront de s'affirmer. Après l'échec de la Révolution culturelle et la mort de Mao Tsé-tung, l'aptitude politique du pouvoir à reconnaître la réalité se muera en pragmatisme. Et son incapacité à dominer la population rurale le conduira à désertier au moins temporairement les campagnes. Cette évolution marquera la victoire de la stratégie confusément adoptée par la population rurale : faire fond sur le lien avec le pouvoir plutôt que sur une violence déchaînée inévitablement coûteuse. Cette stratégie se montrera plus productive, en tout cas, que les mouvements protestataires ou dissidents apparus dans les couches urbaines. En d'autres termes, l'efficacité de la poussée sociale qui s'est produite dans les campagnes chinoises ne s'explique pas par l'apparition d'un sujet civil distinct, mais par la modification, au profit des collectivités villageoises, d'un rapport de forces qui n'avait jamais cessé d'exister.

On a eu raison, certes, d'insister sur l'extériorité du projet communiste par rapport à la société rurale¹. Cette réaction était rendue nécessaire par les excès de la propagande et de l'utopie historique². Reste que, s'il a décidé d'avancer vers de nouveaux horizons, le communisme chinois n'en a pas moins gardé les pieds dans la rizière et qu'il n'a jamais cessé d'y patauger. L'origine paysanne de la grande majorité des dirigeants chinois, le détour rural qui a permis au PCC de l'emporter sont des faits bien connus sur

1. Voir notamment, à ce sujet, l'étude de Lucien Bianco, « Les paysans dans la révolution », in Aubert (Claude), Bianco (Lucien), Cadart (Claude), Domenach (Jean-Luc), *Regards froids sur la Chine*, Paris, Le Seuil, 1976, p. 283-308.

2. Un bon exemple en est Jean Chesneaux, *Le mouvement paysan chinois*, Paris, Le Seuil, 1976.

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

lesquels il est inutile d'insister¹. Mais sans doute faudrait-il envisager d'un œil neuf les rapports entre le pouvoir communiste et la paysannerie avant le Grand Bond en avant. Dans une monographie sur la province du Henan, nous les avons nous-même découverts précocement conflictuels². Le conflit porte très tôt sur des points essentiels du projet communiste, et notamment sur la collectivisation. Mais nous aurions peut-être dû lui donner un éclairage moins unilatéral. Après tout, la première manifestation politique du Parti communiste à l'échelle de tout le pays, c'est la réforme agraire de 1950. Le pouvoir, certes, en profite pour éliminer des millions de propriétaires fonciers et pour s'installer. Mais il paye tout de même un droit d'entrée considérable : il distribue la terre. Très peu de temps après, c'est vrai, il écorne la liberté paysanne en établissant son contrôle sur le commerce des principaux produits agricoles (1953). Bientôt, il s'efforce de l'absorber dans les coopératives agricoles (1955). Mais il ne faut pas oublier qu'en échange de la socialisation le régime fait des promesses importantes à la paysannerie : il promet le progrès agricole, et surtout l'industrialisation, donc l'accès progressif à la ville. Il ne faut pas non plus oublier que, dans les premières années au moins, ces promesses sont crédibles car elles reçoivent très vite un important commencement de réalisation. De plus, si le mouvement des coopératives échoue partiellement, le régime se montre capable de réagir très vite à cet échec par une première libéralisation, en 1956-1957. Enfin, les promesses comme les rectifications libérales doivent une part de leur efficacité à l'encadrement rural, qui n'est pas ou peu extérieur au village – à ce qui semble du moins, car les recherches, dans ce domaine, sont malheureusement trop peu développées : mais les cadres d'équipes de production des coopératives et les cadres des brigades et des équipes des communes populaires semblent avoir été, dans leur immense majorité, issus de la collectivité villageoise. S'il existe un entre-deux discursif jusque pendant les troubles de 1958-1962, c'est qu'il existe aussi un entre-deux sociologique composé des cadres de base et même de certains cadres plus importants qui ne s'étaient guère éloignés psychologiquement et géographiquement de leur village d'origine. Sans ces cadres, sans même un minimum de popularité ou de respect, le régime communiste ne serait jamais parvenu à collectiviser les campagnes

1. Dans *Les origines de la révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 1967, Lucien Bianco en donne un éclairage qui est devenu classique.

2. *Aux origines du Grand Bond en avant*, *op. cit.*, notamment p. 34.

Jean-Luc Domenach

chinoises de façon aussi rapide et aussi peu coûteuse. La preuve que le pouvoir et la population rurale sont demeurés largement attachés l'un à l'autre, c'est que les campagnes chinoises n'ont jamais été autant saignées par la répression que les campagnes soviétiques et que les villes chinoises elles-mêmes. Les premiers mouvements de répression qui accompagnaient la réforme agraire ont visé des pans latéraux de la collectivité rurale. Mais ils ne l'ont pas atteinte massivement dans son centre. Par la suite, les différents mouvements de collectivisation ont été précédés par des campagnes de mobilisation dans lesquelles la contrainte nue tenait moins de place que la propagande, et la menace. Au total, l'impression qui prévaut, dans l'état actuel des connaissances, est que la société rurale n'a jamais été énucléée physiquement : peut-être parce que cette victoire décisive aurait privé le pouvoir d'un assentiment raisonné qu'il n'a pas cessé d'espérer.

Une victoire ambiguë

Ce faisant, le pouvoir communiste a toujours laissé l'avantage du nombre, de la masse même, à la société rurale : non seulement il ne l'a pas décimée, mais il l'a laissé croître, à la fois par absence de contrôle démographique et par inefficacité industrielle – elle dépasse aujourd'hui les 800 millions d'habitants, ce qui représente guère moins de 80 % de la population totale. Ce faisant, également, le pouvoir a peu modifié les structures fondamentales de la vie sociale à la campagne. Les modifications physiques intervenues dans le paysage villageois ont été moins importantes que la valse des étiquettes administratives : on le voit bien aujourd'hui, quand il suffit d'enlever une pancarte pour que telle brigade redevienne un village et telle commune, un canton. Et elles ont été compensées par la stabilité physique de la population : les Zhang, les Liu, les Li sont toujours là. En second lieu, la cellule familiale a été érodée et simplifiée, non abolie ou transformée. Les efforts de communisation des mœurs, entrepris épisodiquement et apparemment sans grande conviction, ont échoué totalement, comme le montre le cas du mariage. Or, en Chine plus encore qu'ailleurs, la famille, c'est aussi une mémoire et une idéologie. La mémoire familiale est celle des ancêtres, et c'est aussi celle de l'ancien temps. Même lorsque sa connotation religieuse est faible, l'idéologie familiale est celle de la vertu et du rang social ; elle contredit le moralisme officiel dès lors

Chine : la victoire ambiguë du Vieil homme

que celui-ci dévoile son ressort politique fondamental – la soumission aux intérêts du parti – et, dans cette mesure, protège l'individu. Tout se passe, donc, comme si le village et la famille avaient abrité le Vieil homme contre l'innovation totalitaire.

Mais quel est le contenu de sa « vieillesse » ? Les enquêtes manquent qui permettraient des comparaisons précises entre les traditions et les comportements, et qui montreraient quel stock de références culturelles et politiques constitue l'« âge » dont il est question. Une chose est sûre. Malgré l'abri de la famille et du village, cet homme-là a traversé le siècle. Il n'a pu éviter d'en être au moins latéralement modifié. Les clivages régionaux revêtent également une grande importance : les paysans de la banlieue de Shanghai sont sous le choc de la modernité depuis bien plus longtemps que ceux du lointain Gausu, ou même, plus près des côtes, que ceux des montagnes du Fujian dont les Gardes rouges découvraient avec stupéfaction l'incroyable arriération¹. L'arasement communiste a eu des effets inégaux. Des coutumes ont disparu, d'autres ont été modifiées ou simplifiées. Des folklores se sont effacés, pour renaître parfois depuis quelques années. Les rapports entre les générations et entre les sexes se sont modifiés. Par exemple, le statut des plus jeunes dans la société s'est dans son ensemble élevé malgré les résistances rencontrées et l'expérience fâcheuse des Gardes rouges. Le rôle de la femme dans la famille a été renforcé par l'action du nouveau régime, mais surtout par l'évolution économique : elle est bien plus souvent que par le passé devenue un acteur économique complet.

Au total, cependant, la menace, pour le Vieil homme, réside peut-être, paradoxalement, plus dans un régime modernisant que dans un régime crispé sur ses monomanies totalitaires. Le communisme, jusqu'à une période récente, n'a pas seulement tenu la Chine à l'abri des influences étrangères, il a également compartimenté l'espace, séparant radicalement les campagnes des villes, mais aussi chaque village de ses voisins. Ce compartimentage était une condition de réussite de la totalisation du social par le pouvoir. Mais encore fallait-il que cette totalisation fût effective. Or, nous l'avons vu, l'efficacité concrète n'a jamais été suffisante. Du moins le pouvoir manifestait-il de façon récurrente son intention de la réaliser. Ainsi un équilibre instable était-il maintenu entre des collectivités villageoises

1. Ken Ling, *La revanche du ciel*, op. cit., p. 310-316.

arrimées à leurs traditions et un pouvoir désireux de mieux faire et, en tout cas, capable d'interdire tout autre influence que la sienne. Cet équilibre a commencé à se modifier en faveur de collectivités paysannes quand, à partir de 1961, l'hypothèse d'une relance de la collectivisation a commencé à perdre sa vraisemblance. Et il a basculé en faveur de la société rurale quand, à partir de la mort de Mao, le pouvoir a commencé à manœuvrer en retraite. Les années 1978-1982 auront donc peut-être été, paradoxalement, l'âge d'or du Vieil homme : la période où il bénéficiait encore de la protection du régime sans être atteint massivement par la modernité. Dès lors, cependant, que dans les années 1982-1984 la retraite du parti se transformait en débâcle et que l'économie rurale se ranimait, se reliait aux villes et s'ouvrait sur le monde extérieur, le Vieil homme perdait progressivement cette protection. Il se trouvait désormais exposé à des courants qu'il n'avait ni les moyens, ni la volonté de tamiser : les influences venues de la ville et de l'étranger. D'ores et déjà, le contreplaqué et le plastique ont fait une apparition massive dans les campagnes chinoises. Dans beaucoup de foyers, la télévision arrive avant la cuisinière à gaz. Il devient de plus en plus difficile pour le Vieil homme de trouver aux étalages des grands magasins ce « costume Mao » dans lequel, il y a dix ans, il cachait encore son irréductible différence.

Il ne suffit donc pas d'enregistrer la remarquable victoire temporairement enregistrée par la paysannerie chinoise. Il ne suffit pas non plus, de noter que cette victoire procède autant d'une évolution qui a économisé, jusqu'aux moments de plus forte colère, les dangers de la guerre civile, que des tribulations du pouvoir. Il faut encore désigner ce processus comme un corps à corps dans lequel le pouvoir et la société rurale se sont imbriqués plus qu'excédés. Et il faut enfin se demander si, en se libérant finalement des prétentions politiques et de l'imprévisibilité économique du pouvoir communiste, la société rurale ne s'est pas exposée à des risques nouveaux, beaucoup moins concrets, qui finiront par mettre en danger son identité plus sûrement qu'un totalitarisme embourbé.

RÉSUMÉ DE L'ARTICLE/ABSTRACT

CHINE : LA VICTOIRE AMBIGUË DU VIEIL HOMME

JEAN-LUC DOMENACH

Depuis la mort de Mao, le régime communiste a été contraint de reconnaître l'altérité du social et de laisser la société réoccuper une partie de l'espace qu'il avait précédemment neutralisé. L'analyse d'émeutes rurales dans les années 1958-1962 indique que la collectivité paysanne n'avait jamais rompu tous les ponts avec le pouvoir communiste. Dans les campagnes, l'innovation totalitaire a été plus réduite qu'on ne le croit souvent. Le corps à corps entre le pouvoir et la société rurale n'a jamais cessé. C'est le rapport de forces qui a évolué au profit de la collectivité villageoise, permettant au « Vieil homme » de réapparaître au grand jour. Mais ce dernier a été modifié par le temps, et la politique de modernisation du régime l'expose à de nouveaux et graves dangers.

CHINA : THE AMBIGUOUS VICTORY OF THE OLD MAN

JEAN-LUC DOMENACH

Since Mao's death, the communist regime has been forced to recognize the otherness of the social component and to allow society reoccupy part of the previously neutralized space. An analysis of the 1958-1962 rural riots indicates that the peasant community had never broken totally with communist power. In the countryside, totalitarian innovation was more limited than often believed. The struggle between the authorities and rural society had never ceased. The balance of power then changed in favor of the village community as a whole, enabling the « Old man » to reappear in the open, but changed by the passage of time. The regime's policy of modernization is exposing him to new and serious dangers.